HAL
open science

La prise de décision militaire à la fin du règne de Louis XIV : l'exemple du siège de Turin, 1706

Clément Oury

▶ **To cite this version:**

Clément Oury. La prise de décision militaire à la fin du règne de Louis XIV : l'exemple du siège de Turin, 1706. Histoire, économie et société, 2010, 29e année (2), 10.3917/hes.102.0023 . hal-01904787

HAL Id: hal-01904787

https://hal.science/hal-01904787v1

Submitted on 25 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

LA PRISE DE DÉCISION MILITAIRE À LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XIV : L'EXEMPLE DU SIÈGE DE TURIN, 1706

Clément Oury

Armand Colin | « Histoire, économie & société »

2010/2 29e année | pages 23 à 43

ISSN 0752-5702
ISBN 9782200926359

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-histoire-economie-et-societe-2010-2-page-23.htm

Pour citer cet article :

Clément Oury, « La prise de décision militaire à la fin du règne de Louis XIV : l'exemple du siège de Turin, 1706 », *Histoire, économie & société* 2010/2 (29e année), p. 23-43.
DOI 10.3917/hes.102.0023

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.
© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

La prise de décision militaire à la fin du règne de Louis XIV : l'exemple du siège de Turin, 1706

par Clément OURY

Résumé

La campagne de 1706 en Italie représente un revers complètement inattendu pour les armées de Louis XIV et de Philippe V : alors que les Franco-espagnols sont maîtres de toutes les places de Lombardie et de Piémont, à l'exception de Turin qu'ils assiègent, ils n'arrivent pas à empêcher l'armée du prince Eugène, réfugiée au nord-est de la Péninsule, de traverser toute l'Italie du nord pour venir libérer la capitale savoyarde. Les forces françaises elles-mêmes sont rejetées hors d'Italie. Cet article étudie la campagne de 1706 en s'intéressant principalement aux échecs du haut commandement français. L'analyse des processus de prise de décision à la tête d'une armée dévoile les lignes de commandement réelles, qui viennent doubler, renforcer ou neutraliser les relations hiérarchiques théoriques. Le rôle de la Cour apparaît en définitive relativement limité. Le problème réside plutôt dans l'existence de rivalités entre les différents chefs d'armée, ou entre les généraux et leurs subordonnés. Par ailleurs, les intérêts personnels des gradés – la recherche de la gloire, de l'avancement ou de l'enrichissement personnel – prirent souvent le pas sur les exigences militaires.

Abstract

The armies of Louis XIV and Philippe V suffered during the 1706 Italian campaign a totally unexpected defeat. Whereas Franco-Spaniards ruled almost all major fortified towns in Piedmont and Lombardy, they did not manage to prevent Prince Eugene army, starting from the north-east of the Peninsula, from travelling through northern Italy and liberating the Savoyard capital. French forces were driven back from Italy. This paper studies the 1706 campaign, focusing on the French high command failures. Real command lines, that may reinforce or neutralise hierarchical command lines, are identified through an analysis of the decision-making processes. On one hand, the importance of the Court at Versailles should not be overestimated. On the other hand, rivalries between different military rulers, or between a general and his subordinates, appeared to be more critical. At least, officers often favoured their own interests – glory, promotion, or personal wealth – in spite of the achievement of military goals.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

Au début de l'année 1706, la situation militaire du royaume de France et de ses alliés semblait s'éclaircir. Sur le Rhin, Villars venait de dégager le Fort Louis. En Flandre, le duc de Villeroy disposait d'une puissante armée destinée à contrer les projets offensifs du duc de Marlborough. Pendant ce temps-là, les troupes françaises devaient porter leurs coups principaux au sud : en Catalogne, en prenant Barcelone où l'archiduc Charles, prétendant Habsbourg au trône d'Espagne, s'était enfermé ; en Italie surtout, où les positions du duc de Savoie, de plus en plus précaires, paraissaient annoncer une défaite imminente. Le spectre du désastre de Blenheim semblait s'estomper.

On sait que tous ces espoirs furent anéantis par l'improbable succession de déconvenues militaires de 1706 – *annus horribilis* considérée à Vienne, Londres et La Haye comme une *annus mirabilis* : la défaite de Ramillies et la perte du Brabant, l'échec du siège de Barcelone et l'abandon de Madrid, la défaite enfin sous les murs de Turin. De toutes ces débâcles, c'est probablement la dernière qui paraît la plus incroyable aux yeux de celui qui se penche sur la situation des armées au mois de mai 1706. En effet, les armées alliées de France et d'Espagne tenaient solidement les principales places d'Italie. Le seul objet de leur campagne était de s'emparer de Turin, afin d'être définitivement maîtresses du Piémont. Le duc de Savoie, qui était resté leur seul adversaire dans la région, ne pouvait défendre sa capitale qu'avec des moyens très limités. Il était réduit à attendre les secours de l'armée impériale, conduite par le prince Eugène. Mais cette armée venait d'être battue à Calcinato, en avril 1706, et elle avait dû se retirer derrière l'Adige. Au regard de cette situation initiale, exceptionnellement favorable pour les Français, on peut comprendre l'exploit que représente la campagne du prince Eugène. Il réussit, en moins de quatre mois, à traverser toute l'Italie du Nord pour venir battre les Français sous les murs de Turin. La facilité avec laquelle l'armée impériale a su franchir plus de six cours d'eau, pourtant défendus par les troupes adverses, et sa capacité à subsister pendant plusieurs mois, malgré l'absence de places fortes et de magasins approvisionnés, ont de quoi surprendre l'historien. Pour l'expliquer, les biographes du prince Eugène ont insisté sur l'audace inouïe de ce général comme sur ses talents d'organisation. Les historiens de la monarchie piémontaise ont souligné l'habileté diplomatique et la fermeté de Victor-Amédée, duc de Savoie. En revanche, on ne s'est guère intéressé aux troupes des deux rois Bourbons. On se contente souvent de remarquer la vanité et l'incapacité des principaux commandants français, meilleurs courtisans que généraux, à l'instar du maréchal de Marcin ou du duc de La Feuillade. Il serait pourtant trop sommaire d'attribuer toute la responsabilité de la défaite à ces deux exemples reconnus d'incompétence militaire. Au sein des multiples causes qui peuvent mener à un désastre sur le champ de bataille, les défauts inhérents à un système de commandement – au sens d'un ensemble de décideurs, qui, à des degrés d'autorité divers, interagissent en vue d'un seul objectif : la conduite d'une armée – peuvent peser plus lourd que les qualités individuelles d'un général. L'inertie de quelques gradés, situés à des maillons cruciaux de la chaîne de commandement, peut faire échouer les plans les mieux préparés.

Ces vices peuvent être décelés au travers de multiples sources, parmi lesquelles la sous-série A[1] des archives de la guerre du Service historique de la Défense (SHD) joue un rôle prépondérant. Elle réunit la correspondance échangée, tout au long de la campagne, entre la Cour et diverses personnalités de l'armée, du maréchal au simple officier, de l'intendant au diplomate. Toutes ces lettres révèlent les relations entre les différents acteurs des décisions militaires ; elles permettent de dévoiler les stratégies individuelles qui sous-tendent leurs entreprises : les mesquineries, les jalousies, les complicités qui viennent perturber le « bien du service ». Elles permettent de suivre les processus de « prise de décision », c'est-à-dire l'ensemble des interactions entre diverses personnes qui ont mené à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

la naissance, à l'évolution et la mise en œuvre d'une action. Ces processus témoignent des lignes de commandement réelles, qui viennent doubler, renforcer ou neutraliser les relations hiérarchiques théoriques. Une opération de faible envergure peut ainsi dangereusement s'emballer, tandis qu'une décision prise au plus haut niveau peut s'enliser à cause d'une succession de blocages.

C'est à l'examen des travers qui ont paralysé l'action de l'armée des Deux Couronnes qu'est consacré cet article, qu'il s'agisse d'incapacités individuelles, de défaillances générales, ou de défauts dans le système de commandement – les autres causes du succès de l'armée adverse ne seront abordées que succinctement. Cependant, afin de comprendre dans quel contexte ces défauts se sont manifestés, un rappel du déroulement de la campagne de 1706 en Piémont et Lombardie est nécessaire.

La guerre de Succession d'Espagne est née d'une rupture dans l'équilibre européen, due à l'alliance inédite entre les deux grandes puissances qui avaient dominé les relations internationales du continent au XVIIe siècle. Lorsque Charles II, roi d'Espagne, mourut, il n'avait pas d'héritier direct. Au lieu de désigner comme successeur un représentant de la branche cousine des Habsbourg d'Autriche, il lui préféra Philippe, duc d'Anjou, le petit-fils de Louis XIV. Par ce testament, Charles II voulait s'assurer l'alliance avec la France. L'empire espagnol, incapable de défendre son immense territoire par ses propres forces, s'assurait le soutien de l'armée française, quasiment invaincue depuis près de soixante ans.

Mais cette union inattendue et trop dangereuse regroupa contre elle une vase coalition d'ennemis. L'Autriche, l'Angleterre, la Hollande, progressivement rejointes par de nombreux princes d'Empire, le Danemark, le Portugal, ou encore la Savoie, se liguèrent contre les deux rois Bourbon. Durant les cinq premières années de la guerre, ils infligèrent de lourds revers aux troupes de Louis XIV et Philippe V. Ainsi, dès 1701, les troupes impériales commandées par le prince Eugène avaient réussi à s'installer en Lombardie, malgré la présence de l'armée française pour les en empêcher. L'arrivée d'un nouveau chef français, le duc de Vendôme, avait toutefois permis d'équilibrer la situation. La défection du duc de Savoie, en 1703, avait représenté un nouveau coup dur, en contraignant les Français à se battre sur deux fronts. Malgré cela, entre 1704 et 1705, le duc de Vendôme réussit à s'emparer des principales forteresses savoyardes. Quant au prince Eugène, il fut battu à Cassano en 1705, et ses troupes furent rejetées dans la région de Brescia, à l'ouest du lac de Garde, et au nord de l'Adige.

Pour la campagne de 1706, les Français avaient décidé de hâter la décision de la guerre en Italie en déployant deux armées dans la Péninsule. La première, avec à sa tête le duc de Vendôme, était chargée d'opérer en Lombardie et de surveiller le prince Eugène. La seconde, l'armée de Piémont, sous la conduite du duc de La Feuillade, lieutenant général, devait mettre le siège devant Turin, et contraindre le duc de Savoie à l'accommodement ou à l'exil.

La campagne de l'armée de Lombardie

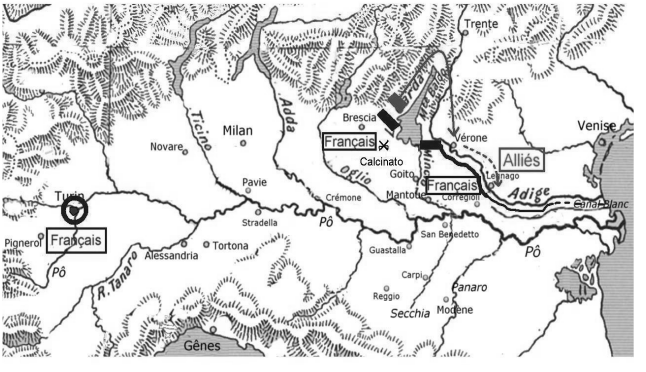
La toute première phase de la campagne entre Français et Impériaux est une période d'observation, en l'absence des généraux en chef. Le prince Eugène était allé à Vienne pour hâter la venue des renforts promis par les Alliés, qui craignaient une victoire totale des Français sur le front italien. De son côté, le duc de Vendôme était parti à Versailles. Dès son retour, en avril, il conçut un vaste plan d'offensive. Il attaqua le gros de l'armée impériale dans ses quartiers d'hiver, à Calcinato. Cette bataille, engagée le 19 avril, fut un succès : les troupes impériales furent contraintes de reculer jusque dans les Alpes

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

italiennes[1]. Pourtant, le prince Eugène, arrivé au soir de la bataille, parvint à rassurer ses troupes et à leur faire faire retraite en ordre, leur épargnant la destruction complète. Parvenue dans les montagnes, l'armée impériale réussit à se retrancher solidement. Peu désireux de s'aventurer sur ce terrain propre à la défensive, le duc de Vendôme préféra alors ne pas poursuivre son adversaire vaincu, et il arrêta le mouvement de ses troupes. L'objectif qu'on lui avait fixé n'était en effet que de défendre la Lombardie contre l'intrusion du prince Eugène. Or, le nord de la Péninsule italienne semblait représenter un terrain défensif idéal. Les nombreux cours d'eau qui sillonnent le territoire le divisaient en autant de compartiments qu'il fallait tour à tour envahir. Même si les Français devaient abandonner une ligne de défense sous la pression adverse, ils savaient pouvoir en trouver une autre quelques dizaines de kilomètres en arrière. Vendôme pouvait espérer que la progression alliée s'en trouverait ralentie d'autant, et que, même si les Français devaient reculer, ils le feraient suffisamment lentement pour que La Feuillade ait le temps de s'emparer de Turin. Les troupes de ce dernier étaient justement entrées en campagne le 13 mai. Après une avance sans encombre, elles ouvrirent la tranchée pendant la nuit du 2 au 3 juin : le siège de Turin avait commencé.

Pour empêcher les Impériaux de venir au secours de Turin, le duc de Vendôme entreprit de mettre en place une vaste ligne de défense de la région de Brescia à l'Adriatique (fig. 1). De part et d'autre du lac de Garde, il fit ruiner les chemins et fortifier les accès. Par ailleurs, l'Adige protégeait son flanc est jusqu'au territoire vénitien. Confiant en la solidité de la ligne de défense que représentait ce fleuve, Vendôme ne consacra à sa surveillance qu'une maigre part de ses troupes. Il était convaincu que son système défensif était infranchissable, et n'hésitait pas à envoyer à Louis XIV des lettres empreintes de confiance : « Je répons à Vostre Majesté que quoyque [le prince Eugène pourra] faire, il ne secourrera jamais Turin.» Le 15 juin, il s'autorisait même à affirmer crânement : « Je puis assurer Vostre Majesté qu'en quelque lieu qu'ils se présentent ils ne nous surprendront point, et qu'ils seront reçus partout à bons coups de fusil et de canon[2]. »

Fig. 1 – Situation générale de l'Italie du Nord après Calcinato, fin mai 1706



Pourtant, grâce aux subsides en hommes et en argent prodigués par les puissances maritimes, le nombre des troupes du prince Eugène grossissait dangereusement, allant

1. SHD AG, A[1] 1961, n° 322, La Javelière à Chamillart, camp de Calcinato, 20 avril 1706.

2. SHD AG, A[1] 1962, n° 242, Vendôme au roi, camp de Castagnaro, 15 juin 1706.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

jusqu'à dépasser celui des soldats du duc de Vendôme, qui lui faisait face[3]. Les appels à l'aide répétés du duc de Savoie aiguillonnaient le désir du prince Eugène d'agir au plus vite. Pour fatiguer les troupes françaises, et pour les contraindre à diviser leurs forces, il commença à partir de mai une série de manœuvres de diversion, pour inquiéter tous les points de la ligne française, tandis qu'il abreuvait l'armée de Louis XIV de fausses nouvelles[4]. Enfin, lorsqu'il se sentit suffisamment fort, il décida de franchir le pas et de traverser l'Adige là où Vendôme l'attendait le moins : tout à l'est de la ligne de défense française.

La nuit du 5 au 6 juillet, 6 000 Impériaux passèrent à Pettorazza, à une cinquantaine de kilomètres du camp de Saint-Frémond, chargé de garder la région, et à 80 kilomètres du quartier général de Vendôme[5]. Saint-Frémond, qui était allé conférer avec Vendôme à Zevio, ne fut mis au courant que dans l'après-midi du 6 juillet, à 16 heures[6] ! Lorsque les Français s'aperçurent que la tête de pont ennemie était trop solide pour être forcée, ils organisèrent à la hâte une autre ligne de défense, sur le Canal Blanc, au sud de l'Adige. Mais ces dispositions précipitées n'empêchèrent pas les troupes du prince Eugène de passer le Canal Blanc le 12 juillet.

C'est à ce moment critique que le commandement de l'armée de Lombardie se vit confier une nouvelle direction. Après le désastre de Ramillies, l'armée de Flandre avait instamment besoin d'un chef audacieux, capable de redonner confiance aux troupes. Louis XIV décida en conséquence d'y envoyer le duc de Vendôme, choisissant, pour le remplacer en Italie, un tandem constitué du duc d'Orléans, chef nominal de l'armée de Lombardie, et du maréchal de Marcin, pour orienter ses choix[7]. Le 18 juillet, Orléans, après un passage par Turin, rencontra le duc de Vendôme, qui partit dès le lendemain[8]. Le même 18 juillet, l'armée alliée passa le Pô (fig. 2).

Le duc d'Orléans héritait ainsi d'une situation très difficile, qui contrastait violemment avec les rapports rassurants, voire lénifiants, que Vendôme avait adressés à la Cour pendant les semaines précédentes. Bien que, dans l'ensemble, les soldats des Deux Couronnes fussent plus nombreux que ceux des Alliés dans la Péninsule, le futur Régent ne pouvait guère dégarnir l'armée du Piémont, puisque la priorité absolue était le siège de Turin.

---

3. L'armée de Lombardie disposait de 73 bataillons et 71 escadrons, y compris les troupes d'Espagne (SHD AG, A^1 1962, n° 129, position générale de l'armée de Lombardie, 22 mai 1706, édité dans Louis Pelet et François-Eugène de Vault, *Mémoires militaires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV : extraits de la correspondance de la Cour et des généraux*, Paris, Impr. royale, 1835-1862, t. VI, p. 636-639). Il est toujours difficile de savoir à quel nombre réel d'hommes correspond un bataillon et un escadron. Le maximum théorique de 585 hommes par bataillon français et 150 par escadron français, n'est jamais atteint. Un chiffre raisonnable, au début d'une campagne, est d'avoir entre 450 et 500 hommes par bataillon, entre 100 et 150 par escadron. L'armée du duc de Vendôme compte ainsi, très grossièrement, entre 40 000 et 45 000 hommes, chiffre qui va décroissant tout au long de la campagne en raison des maladies et de la désertion. À l'inverse, les effectifs du prince Eugène ne font que croître de mai à août, grâce à la générosité des puissances maritimes. Au mois d'août, il commande 50 000 à 60 000 hommes : voir Geoffrey Symcox, *Victor Amadeus II : absolutism in the Savoyard state, 1675-1730*, Londres, Thames and Hudson, 1983, p. 150 ; Christopher Storrs, *War, diplomacy and te rise of Savoy, 1690-1720*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 56.

4. SHD AG, A^1 1962, n° 156 bis, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 28 mai 1706.

5. Max Braubach, *Prinz Eugen von Savoyen : eine Biographie*, Munich, Vienne et Oldenbourg, Verlag für Geschichte und Politik, 1963-1965, t. II, p. 155.

6. SHD AG, A^1 1963, n° 30, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Castagnaro, 6 juillet 1706.

7. SHD AG, A^1 1962, n° 238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706.

8. SHD AG, A^1 1963, n° 93, Orléans au roi, camp de Volta, 18 juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 212-214.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

Fig. 2 – Franchissement de l'Adige, du Canal Blanc et du Pô, 6-18 juillet 1706

L'armée de Lombardie devait ainsi se résigner à gagner du temps, et éviter à tout prix d'affronter une armée impériale localement supérieure.

Le prince Eugène ne pouvait que profiter de l'inaction forcée de ses adversaires. Le Panaro et la Secchia, deux cours d'eau pratiquement à sec, que les Français avaient cru un temps pouvoir défendre, furent à leur tour franchis (fig. 3). Lors de la première quinzaine d'août, il s'empara de Carpi et de Reggio, avant de reprendre sa marche vers l'ouest, en longeant la rive sud du Pô[9]. Les troupes françaises se contentèrent de suivre ses mouvements en restant prudemment au nord du fleuve (fig. 4). Elles auraient pu bloquer les Alliés en défendant le Tanaro, autre affluent du Pô, qui barrait leur route à l'ouest. Toutefois, les Français préférèrent ne pas prendre de risque, et rejoindre au plus vite l'armée du Piémont devant Turin. Cette jonction des deux armées leur permit enfin d'avoir l'avantage du nombre face aux forces d'Eugène. Ils choisirent pourtant d'attendre l'ennemi, pour profiter de la qualité supposée de leurs lignes de circonvallation. En effet, l'objectif principal demeurait le siège de Turin, dont la chute imminente ne finissait pas d'être retardée.

Le siège de Turin

Nous avons vu que la campagne de l'armée de Piémont, dirigée par le duc de La Feuillade, avait commencé sous les meilleurs auspices. Ses 69 bataillons et 60 escadrons étaient généreusement fournis en munitions de toutes sortes[10]. Avant même le début du siège en règle, le lieutenant général croyait pouvoir affirmer : « Il ne me paroit pas selon mes foibles lumieres, que rien puisse empescher la prise de Turin, et qu'il n'est question que d'un peu

9. SHD AG, A[1] 1965, n° 171, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 6 août 1706 ; SHD AG, A[1] 1963, n° 201, Orléans au roi, camp de Guastalla, 7 août 1706, SHD AG, A[1] 1965, n° 179, Picon d'Andrezel à Chamillart, Guastalla, 16 août 1706.

10. SHD AG, A[1] 1966, n° 179, État des troupes qui composeront l'armée de Piémont, [4 mai 1706] édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 631-632. Si l'on applique le même mode de calcul que pour l'armée de Lombardie, on obtient un total compris entre 35 000 et 40 000 hommes. Face à lui, le duc de Savoie disposait d'environ 14 000 hommes, dont deux tiers d'infanterie : voir G. Mengin, *Relation du siège de Turin en 1706, rédigée d'après des documents originaux inédits*, Paris, Imprimerie Royale, 1832, p. 19.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

Fig. 3 – Franchissement du Panaro, de la Secchia et prise de Carpi, 18 juillet-5 août 1706

Fig. 4 – Marche du prince Eugène à Turin, 5 août-7 septembre 1706

plus ou moins de temps. L'armée est parfaitement belle et c'est une chose surprenante que de voir l'infanterie aussi bien remise qu'elle l'est[11]. »

Pendant la première quinzaine de juin, à partir de l'ouverture de la tranchée, les travaux furent rapides. Alors que les Français faisaient feu sur la place adverse, les assiégés n'osaient mener aucune sortie, et leurs canons restaient pratiquement muets[12]. Craignant d'être pris avec sa ville, soucieux de rester libre de rejoindre les troupes alliées, le duc de Savoie préféra alors quitter sa capitale, avec sa cour et ses équipages. La Feuillade décida immédiatement de le poursuivre ; ses efforts s'avérèrent toutefois sans effet.

Lorsqu'il revint à Turin, le rythme du siège s'était essoufflé. L'impressionnant réseau de galeries creusé au-dessous de la place de Turin avait permis de retarder les assiégeants en minant les terrains sur lesquels ces derniers pouvaient s'avancer[13]. Par ailleurs, des

11. SHD AG, A[1] 1966, n° 190, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 13 mai 1706.

12. SHD AG, A[1] 1975, n° 11 Villars-Lugeins à Chamillart, camp devant Turin, 14 juin 1706, SHD AG, A[1] 1966, n° 242, Mauroy à Chamillart, camp devant Turin, 12 juin 1706.

13. Pour un aperçu très détaillé des techniques de défense utilisées à Turin, on dispose du riche article de Jean-Louis Riccioli, « Le siège de Turin (1706). Un exemple du rôle de la guerre des mines dans un siège classique », dans *Cahiers de Montpellier*, n° 32, 1995, p. 105-139.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

discordes avaient éclaté entre les Français sur la meilleure façon d'avancer. Face à cette situation dégradée, La Feuillade résolut d'utiliser une autre tactique, plus coûteuse en hommes : les assauts sanglants contre les positions adverses[14]. Les progrès reprirent, à un coût très élevé. À quelques jours de la bataille, deux tentatives, qui échouèrent, auraient pu faire tomber Turin. Dans la nuit du 26 au 27 août, les Français tentèrent l'attaque des deux contre-gardes et de la demi-lune, « coup de partie décisif pour la prise de Turin[15] ». Ils parvinrent à s'y loger, mais en furent chassés à nouveau quelques heures après[16]. Le 31, fort du soutien de l'armée de Lombardie, La Feuillade réitéra son attaque : ce fut encore un échec[17]. L'armée fut complètement démoralisée par ces tentatives aussi brutales qu'infructueuses. Sa faiblesse physique et morale ne joua pas un rôle négligeable dans l'issue malheureuse de la bataille.

La bataille du 7 septembre et l'abandon de l'Italie

À la fin du mois d'août, le prince Eugène avait rejoint le duc de Savoie à une trentaine de kilomètres au sud de Turin[18]. Les deux hommes décidèrent d'attaquer les positions françaises par l'ouest, là où leurs retranchements semblaient les plus faibles. Le 6 septembre, leur armée campa entre la Doria et la Stura, à cinq kilomètres de Turin[19]. Le matin du 7 septembre, les 30 000 soldats alliés s'avancèrent vers les retranchements français, qu'ils attaquèrent à dix heures du matin[20].

Ces derniers étaient très imparfaits : à l'arrivée du duc d'Orléans, ils étaient, selon les dires de ce dernier, inexistants, et les Français n'avaient guère pu y travailler plus de vingt-quatre heures. Bien pis, ces lignes n'étaient défendues que par une petite partie de l'armée française. Une cinquantaine de bataillons étaient encore commis à la garde des montagnes, à l'est de Turin, tandis que l'affaire se déroulait à l'ouest[21]. Albergotti, qui les commandait, fut prévenu à huit heures du matin seulement, or il lui en fallait six pour rejoindre les forces du duc d'Orléans[22]. Il ne faut pas négliger qu'une bonne partie de l'infanterie était également affectée aux travaux du siège, particulièrement les compagnies de grenadiers[23]. C'est pourquoi, pour faire face aux ennemis, l'infanterie française ne comptait que 17 bataillons. Une cinquantaine d'escadrons les soutenaient, sans compter une dizaine d'escadrons de dragons, qui durent mettre pied à terre pour épauler les fantassins[24].

14. *Ibid*., p. 118.

15. SHD AG, A^1 1965, n° 194, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706.

16. SHD AG, A^1 1966, n° 363, La Feuillade à Chamillart, camp devant Turin, 27 août 1706.

17. SHD AG, A^1 1966, n° 371, Orléans à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706.

18. L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit*., t. VI, p. 269.

19. Sir Winston Churchill, *Marlborough, sa vie et son temps*, Paris, Robert Laffont, 1949-1951, t. III, p. 185.

20. L'armée impériale comptait alors 52 bataillons et 103 escadrons, dont 17 savoyards, pour atteindre un total de 24 000 hommes et 6 000 cavaliers : voir Eugène de Savoie, *Feldzüge des Prinzen Eugen von Savoyen. Nach den Feld-Acten und anderen authentischen Quellen...*, Vienne, Verlag des k. k. Generalstabes, 1876-1892, t. VIII, p. 253.

21. SHD AG, A^1 1965, n° 198, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Pignerol, 8 septembre 1706.

22. SHD AG, A^1 1967, n° 45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706.

23. SHD AG, A^1 1968, n° 418, Le Guerchois à Chamillart, Fenestrelle, 13 septembre 1706.

24. SHD AG, A^1 1968, n° 417, Mauroy à Chamillart, Sezanne, 12 septembre 1706. Ces chiffres sont d'autant plus faibles que l'armée française totalisait, autour de Turin, entre 100 et 110 bataillons, et autant d'escadrons. SHD AG, A^1 1965, n° 194, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp devant Turin, 30 août 1706.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

Dans de telles circonstances, les retranchements français furent rapidement escaladés. La gauche de la ligne, animée par Marcin et le duc d'Orléans, fut la dernière à céder ; c'est à cette occasion que les deux hommes furent blessés, dont le premier mortellement. Battue, l'armée des Deux Couronnes se retira vers le sud. En raison de la faible part des effectifs engagés, elle n'avait pas subi beaucoup de pertes au cours de cet engagement, probablement autour de 3 000 tués et blessés, sans compter les prisonniers[25]. Mais elle abandonna son imposant matériel de siège et, dans sa retraite hasardeuse, harcelée par les troupes régulières et les milices, elle laissa plus de la moitié de ses équipages, et des milliers de prisonniers[26]. Enfin, après 97 jours de siège, Turin était libéré.

Après avoir un temps pensé à se diriger vers la Lombardie pour y continuer la campagne, le duc d'Orléans dut se résigner, par suite des pressions de ses officiers, à prendre le chemin des places de la frontière française. On l'avait assuré que des magasins bien fournis permettraient à l'armée de se remettre pour repartir en Italie. Arrivé sur place, on s'aperçut qu'il n'en était rien. Pour éviter que les troupes ne meurent de faim, on dut les envoyer survivre dans les vallées de Dauphiné et de Savoie.

Désormais, c'était contre l'armée française que le temps jouait. Le prince Eugène et le duc de Savoie avaient les mains libres en Italie, prenant successivement Ivrée, Novare, Pavie, Alessandria. Toute l'énergie du duc d'Orléans était consacrée à la remonte de son armée, sollicitant sans cesse les intendants des provinces à même de lui fournir en urgence armes, vêtements et chevaux : Provence, Dauphiné, Lyonnais, Auvergne, Languedoc ou Franche-Comté. Les troupes françaises furent tant bien que mal remises sur le pied de guerre au début du mois de novembre. C'était trop tard pour repartir en Lombardie : le prince Eugène avait pris soin de se rendre maître de tous les passages.

Les Français durent alors se résigner à ne plus retourner en Italie. Pourtant, ils conservaient encore en Lombardie des troupes qui avaient fait au mieux pour défendre les places fortes qu'ils tenaient encore. Afin de récupérer ces soldats et d'éviter qu'ils ne soient tous faits prisonniers de guerre, Louis XIV se résigna à signer un traité d'évacuation, qui fut ratifié par toutes les parties du 13 au 16 mars 1707[27]. Comme pour la capitulation d'une seule place, les troupes françaises et espagnoles pouvaient retourner dans leur pays avec les honneurs de la guerre (avec « armes, bagages et équipages, enseignes déployées »). En échange, l'ensemble des places fortes d'Italie du Nord aux mains des Deux Couronnes devait revenir aux Alliés. À ce prix très fort, Louis XIV et son petit-fils, Philippe V, purent récupérer 49 bataillons et 50 escadrons[28].

Le rôle du haut commandement

La fin de la présence française en Italie n'était en aucun cas l'aboutissement que pouvaient imaginer la Cour et les généraux français dans les premiers mois de l'année 1706, bien au contraire. Lorsque les officiers de Louis XIV évoquaient « la décision de la guerre d'Italie »

25. Selon Churchill, les troupes d'Eugène et du duc de Savoie auraient perdu 5 000 hommes : voir W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 186.

26. *Ibid*. Pelet évoque 3 000 prisonniers, Churchill 6 000 : L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 282 ; W. Churchill, *op. cit.*, t. III, p. 186.

27. Les conditions sont énumérées dans SHD AG, A[1] 2046, n° 169 et 170, « Propositions faites par M. de Saint-Pater à M. le prince Eugène... », avec les réponses du prince Eugène, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 371-378.

28. L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 384.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

à la fin de la campagne, ils n'imaginaient pas que ce puisse être à leurs dépens[29]. Dès le mois de mai, Vendôme était convaincu qu'au vu de la situation militaire dans la péninsule, Victor-Amédée entamerait des négociations, « à moins qu'il ne soit fol et enragé[30] ». La confiance des hauts gradés de l'armée française en l'issue heureuse des opérations perdura tout au long de la campagne. À chaque fois que le prince Eugène réussissait à passer une ligne de défense – l'Adige, le Canal Blanc, le Pô, puis le Panaro, la Secchia, le Tanaro – les Français trouvaient encore des raisons d'espérer. Certains se montraient même convaincus que la prise de Turin allait terminer heureusement la campagne, alors que le rythme du siège allait en s'affaiblissant.

Ce véritable aveuglement des officiers de Louis XIV s'explique par les difficultés et les dangers qui menaçaient le prince Eugène dans sa marche, obstacles qui auraient dissuadé la plupart des généraux français. Lui pourtant ne semble pas avoir manifesté d'hésitation, du moins sa correspondance ne s'en ressent pas. Il assuma pleinement le risque de faire une marche de plusieurs centaines de kilomètres dans un pays hostile, sans pouvoir par conséquent disposer de magasins sur sa route, comme les lois de la guerre l'auraient imposé. Pour secourir Turin au plus vite, il négligea de s'emparer de la plupart des places fortes qu'il trouva sur son chemin. Ainsi, le général de l'Empereur fit toujours primer les exigences des fins (la levée du siège) sur celles des moyens (le ravitaillement de ses soldats).

Il serait pourtant insuffisant d'attribuer au génie et à la résolution d'un seul homme – ou de deux, la fermeté du duc de Savoie n'ayant guère faibli durant toute la campagne – le retournement de situation de 1706. Le prince Eugène se permit de négliger les impératifs de la logistique auxquels se pliaient les autres généraux car il avait à sa disposition une armée originale, formée à la guerre telle qu'elle était pratiquée dans les « confins militaires ». Les soldats impériaux avaient appris, dans le bassin danubien, à exploiter au mieux les cours d'eau – qu'il s'agisse de les franchir ou de s'en servir comme ligne de ravitaillement[31]. La fluidité des opérations à l'est – et son corollaire, l'absence chronique de magasins – nécessitait des combattants mobiles et habitués aux privations[32]. Sans cette armée bénéficiant d'influences à la fois occidentales et orientales, le prince Eugène n'aurait peut-être pas réussi son exploit de 1706. Il se plaignit d'ailleurs régulièrement, durant sa marche, du retard que lui occasionnèrent les exigences des troupes prussiennes ou palatines à la solde des puissances maritimes, qui formaient le tiers de son armée[33].

Les Alliés bénéficièrent également du soutien de nombreux États italiens, qui craignaient la domination du parti des Deux Couronnes sur la Péninsule. Ils souhaitaient que se maintienne une présence Habsbourg destinée à préserver un certain équilibre. Ils

29. SHD AG, A[1] 1962, n° 238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706. « Nous pourons finir la guerre d'Italie en prenant Turin, qui est la grande affaire », renchérit Vaudémont, SHD AG, A[1] 1960, n° 165, Vaudémont à Chamillart, Milan, 30 janvier 1706.

30. SHD AG, A[1] 1962, n° 11, Vendôme au roi, camp de Rivoli, 2 mai 1706.

31. Philippe Roy, « L'influence des conflits entre les armées orientales et européennes sur l'art de la guerre », dans *Guerre et paix en Europe centrale aux époques modernes et contemporaines. Mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Bérenger*, D. Tollet (dir.), Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 277-293, *loc. cit.* p. 289.

32. Jean Nouzille, « Les Impériaux aux XVIIe et XVIIIe siècle », dans *La Révolution militaire en Europe (XVe-XVIIIe siècles)*, Jean Bérenger (dir.), Paris, Économica, 1997, p. 65-102, *loc. cit.* p. 83.

33. En août, le prince dut ainsi s'excuser auprès du duc de Savoie d'avoir perdu du temps à s'emparer de Carpi et à s'y constituer un magasin, ce dont il aurait pu se dispenser « si les troupes auxiliaires estoient accoutumées de souffrir la faim comme les Impériaux ». SHD AG, A[1] 1964, n° 19, [Lettres interceptées du] prince Eugène au duc de Savoie, camp près de Carpi, 4 août 1706.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

apportèrent, sous l'apparence de la neutralité, une aide discrète mais qui fut essentielle. Ainsi, le duc de Parme ne fit rien pour empêcher les troupes coalisées de se ravitailler sur son territoire[34]. Quant aux Vénitiens, ils favorisèrent le passage des forces impériales sur l'Adige en leur fournissant le matériel de débarquement qui leur manquait[35].

Ne négligeons pas non plus le rôle du hasard, et l'ampleur des risques pris par le prince Eugène. Ce furent des troupes alliées épuisées, affamées et assoiffées qui se retrouvèrent sous les murs de Turin, qui plus est en infériorité numérique. En cas de défaite, elles n'auraient bénéficié d'aucune position de retraite. C'est pourquoi la façon désastreuse dont les généraux français organisèrent la défense, sous l'influence de La Feuillade et de Marcin, joua un rôle essentiel dans la victoire finale du prince. Ce n'est pas rabaisser le talent d'Eugène que de remarquer qu'il a largement bénéficié des erreurs et des défauts de ses adversaires. En effet, tout au long de la campagne, le commandement français a présenté de graves lacunes – et c'est sur ces causes-là que nous allons nous concentrer. Les rivalités des chefs à la tête des diverses armées ont souvent ralenti les opérations, quand elles n'ont pas entraîné de lourdes erreurs stratégiques. La multiplicité des acteurs dans la « prise de décision » a parfois nui à la qualité des ordres donnés. Enfin, il semble que les officiers généraux n'aient pas toujours bien fait leur devoir. Le désastre italien de 1706 serait-il principalement dû à une déficience du commandement français ?

Vendôme et La Feuillade

La première partie de la campagne de 1706 tient beaucoup à la personnalité du duc de Vendôme. Petit-fils d'un bâtard d'Henri IV, ce général était capable du pire comme du meilleur. Il pouvait alterner des périodes d'intense activité, qui lui valurent ses victoires espagnoles à la fin de la guerre, ou le succès de la marche sur Gand, en 1708, comme des périodes d'un relâchement total qui contribuèrent à faire échouer le projet de Villars sur Vienne en 1703, ou qui, selon Saint-Simon, furent la cause de la défaite d'Audenarde[36].

Au début de l'année 1706, c'est son ambition personnelle qui l'amène à retarder délibérément les opérations. En janvier, il demande à Louis XIV un congé pour revenir en France. Son objectif réel est de se faire reconnaître par le roi l'autorité sur tous les maréchaux de France, eu égard à sa naissance[37]. Or, pendant que le duc de Vendôme est en France, les officiers de l'armée d'Italie s'impatientent, particulièrement le comte de Médavy, un lieutenant général que Vendôme a fait commandant de l'armée par intérim. Le rapport de force est très favorable aux Français ; il faut agir au plus vite, en l'absence du prince Eugène[38]. Médavy décide de s'adresser directement à Chamillart, pour lui demander l'autorisation d'agir. Le secrétaire d'État lui oppose une fin de non-recevoir, et Médavy doit se contenter de noter, amer : « Je sacrifie ma réputation à vos volontés et à la gloire de

34. SHAT A[1] 1963, n° 286, Louviennes à Chamillart, Gênes, 24 août 1706.

35. SHAT A[1] 1965, n° 146, Picon d'Andrezel à Chamillart, camp de Sainte-Marie de Zevio, 10 juillet 1706.

36. Louis de Rouvroy, duc de Saint-Simon, *Mémoires de Saint-Simon : nouvelle édition augmentée des additions de Saint-Simon au journal de Dangeau*, A. Michel de Boislisle, éd., Paris, Hachette, 1879-1931, t. XVI, p. 178.

37. Lors de son voyage de janvier 1706, Vendôme obtint de Chamillart un billet signé de la main du roi qui lui donnait le commandement sur les maréchaux de France. Le duc ne s'en montra guère satisfait, car la portée de ce billet était limitée à l'Italie. Le premier novembre 1706, en récompense de ses services en Flandres, Vendôme reçut une lettre similaire qui étendait ce pouvoir de commandement à tous les théâtres d'opérations. En revanche, il ne reçut jamais le brevet de maréchal général des camps et armées du roi, qu'il convoitait. Les principales pièces de ce dossier sont disponibles dans Saint-Simon, *op. cit.*, t. XIII, appendice XIII, « Mémoire concernant la préséance du duc de Vendôme sur les maréchaux de France », p. 551-564.

38. SHD AG, A[1] 1960, n° 31, Médavy à Vendôme, Mantoue, 6 janvier 1706.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

M. de Vendosme[39]. » Le retour de Vendôme en avril est rapidement suivi de la victoire de Calcinato. Mais l'armée impériale est sauvée dans sa retraite par l'arrivée *in extremis* du prince Eugène – ce qu'une opération plus précoce aurait pu éviter.

Quelques semaines plus tard, on observe ce même phénomène d'opposition entre le général en chef et les officiers généraux, qui n'hésitent pas à en appeler au secrétaire d'État. Nous avons vu que le duc de Vendôme, après avoir repoussé les Impériaux, avait choisi l'Adige comme ligne de défense (fig. 1). Ses lieutenants généraux étaient très inquiets de la longueur de la ligne à protéger, notamment Saint-Frémond, chargé de surveiller ce fleuve. Cet officier exprima à plusieurs reprises ses doutes à Chamillart quant à sa capacité à barrer la route au prince Eugène. Certes, l'espace qu'il avait à garder ne semblait guère devoir attirer les troupes impériales : les terrains y étaient en effet marécageux et coupés par une abondance de canaux[40]. Le contournement de l'armée française par l'est puis le sud représentait pour les Alliés un chemin bien plus long qu'une attaque directe contre le centre du dispositif français. Il n'empêche que les sept bataillons et douze escadrons franco-espagnols de Saint-Frémond étaient répartis à intervalles fixes sur plus de 50 kilomètres[41]. Saint-Frémond, d'accord avec nombre de ses homologues, aurait préféré se retrancher derrière le Mincio, un autre fleuve, plus à l'ouest, pour raccourcir la ligne de défense. Là encore, Chamillart se contenta de répondre : « Je ne puis rien vous dire sur cela, c'est à vous à en faire connoître les inconvéniens à M. de Vendosme[42]. » En définitive, Chamillart accepta de faire part de ces réserves à Vendôme, qui se contenta de faire le sourd et se permit de négliger les avertissements de Versailles. Lorsque le prince Eugène passa, avec facilité, l'Adige, les Français purent bien se mettre à l'abri derrière le Mincio : il était trop tard pour le retrancher correctement.

Les hommes de Versailles avaient d'autant plus de difficulté à juger de la situation sur le front italien que le duc de Vendôme s'attachait à donner une vision exagérément optimiste de la situation. Une semaine avant le passage de l'Adige, il tenait les ennemis pour « fort embarrassés[43] », et promettait au roi que sous le duc d'Orléans, « les affaires d'Italie [iraient] de mieux en mieux[44] ». Parvenu à Versailles au tout début du mois d'août, il eut une entrevue avec le roi, pour lui assurer que le prince Eugène n'arriverait jamais à ses fins[45]. On peut imaginer le désespoir du duc d'Orléans et du maréchal de Marcin, arrivant pour prendre la tête d'une position inexpugnable, et se retrouvant à la tête d'une armée se retirant en désordre. Marcin ne put s'empêcher d'en avertir Chamillart : « En un mot, l'état des affaires de ce pays cy est inconcevable à qui ne l'a pas veu, et ne croyez pas, monsieur, que je cherche à vous le représenter plus mauvais qu'il n'est, je ne fais que vous dire la pure vérité [...] Je n'espère plus qu'aux miracles[46]. »

39. SHD AG, A[1] 1960, n° 338, Médavy à Chamillart, Mantoue, 27 février 1706.

40. SHD AG, A[1] 1962, n° 123, Saint-Frémond à Chamillart, la Badia, 22 mai 1706.

41. SHAT A[1] 1962, n° 129, position générale de l'armée de Lombardie, 22 mai 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 636-639.

42. SHD AG, A[1] 1962, n° 207, Chamillart à Saint-Frémond, Versailles, 6 juin 1706.

43. SHD AG, A[1] 1962, n° 310, Vendôme à Chamillart, Santa-Maria de Zevio, 30 juin 1706.

44. SHD AG, A[1] 1963, n° 2, Vendôme au roi, camp de Santa-Maria de Zevio, 1er juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 642-643.

45. SHD AG, A[1] 1963, n° 170, Louis XIV à Orléans, Marly, 2 août 1706.

46. SHD AG, A[1] 1963, n° 143, Marcin à Chamillart, camp de San-Benedetto, 27 juillet 1706. Le prince Eugène a beau jeu d'ironiser sur cette situation : « M. de Vendôme doit aller en Flandre, [dès que ses remplaçants] seront arrivés, si ces Messieurs ne font pas de difficultés de recevoir l'armée dans la situation qu'il la leur laisse, après les assurances du contraire qu'il avait données au Roi et à tout le monde ». Le prince Eugène au duc

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

Vendôme n'était certes pas le seul général à se montrer jaloux de son autorité, et peu enclin à écouter les conseils de ses subordonnés, surtout lorsque ces derniers tentaient de le « court-circuiter » en demandant directement des ordres à la Cour – en un mot, ils tentaient de faire jouer la « stratégie de cabinet ». Mais son obstination compromit gravement, en quelques semaines, la situation des Français dans la Péninsule. Il est surprenant de constater que le duc de la Feuillade, commandant l'armée du Piémont, a commis des erreurs tout à fait similaires.

Le bel avenir promis à La Feuillade semblait lui autoriser toutes les marques d'orgueil. Duc et pair, fils d'un maréchal de France, lieutenant général en 1704, à trente ans, il avait épousé une fille du secrétaire d'État de la guerre. Pour La Feuillade, la prise de la capitale savoyarde était la dernière étape sur le chemin qui devait le faire maréchal[47]. C'est pourquoi il refusa violemment, lorsqu'on le chargea du siège de Turin, à l'hiver 1705-1706, qu'on envoie pour le seconder un subordonné aussi prestigieux que... Vauban lui-même. La Feuillade ne supportait pas la présence à ses côtés d'un maréchal de France, même si ce dernier n'était chargé que de conduire les opérations de siège. C'est pourquoi, malgré les offres de service appuyées de Vauban lui-même, la Cour choisit un autre ingénieur au talent reconnu, Lapara de Fieux. Et lorsque ce dernier fut tué devant Barcelone, quelques semaines avant le début du siège, on le remplaça par Rémi Tardif, un ingénieur relativement novice, qui n'avait dirigé aucun siège d'importance ! Même Chamillart reconnaissait ses limites : « Par ce que j'en ay ouy dire, il me semble que son expérience n'est point assés consommée pour un siège de cette importance[48]. » Pour pallier les insuffisances de Tardif, on lui adjoignit un second, Villars-Lugeins.

Pis encore, La Feuillade refusa d'écouter les conseils des ingénieurs. Alors que Vauban et même Lapara proposaient d'attaquer Turin par la montagne, à l'est, La Feuillade préférait l'avance sur la citadelle, à l'ouest. Il est vrai qu'on pouvait en attendre un succès plus rapide, surtout si le lieutenant général parvenait à s'en emparer « à la Coehoorn », comme il s'en targuait. Les méthodes de Coehoorn, le « Vauban hollandais », étaient caractérisées par des assauts rapides et meurtriers, aux antipodes des conceptions prudentes de Vauban. C'est pourquoi elles plaisaient plus aux généraux comme La Feuillade ou encore Vendôme[49].

Toutefois, lorsque l'armée française se trouva campée sous les murs de Turin, La Feuillade se mit à rechercher un objectif encore plus prestigieux : la capture du duc de Savoie lui-même. Alors que l'étreinte des Français se resserrait autour de Turin, en juin, Victor-Amédée avait préféré se réfugier hors de la ville. La Feuillade se mit aussitôt à sa poursuite. Le Savoyard, soutenu par sa population et sa connaissance du pays, l'amusa alors en une série de courses-poursuites sans effet. Ce faisant, La Feuillade fatiguait ses troupes et, sans surveillance, le siège traînait en longueur. On se rendit vite compte, à Versailles, que la course du lieutenant général était stérile. Chamillart fut contraint d'envoyer un courrier à son beau-fils pour l'enjoindre de retourner sous les murs de Turin. Mais ce

de Marlborough, Castelbaldo, 10 juillet 1706, édité dans *Feldzüge des Prinzen Eugen..., op. cit.*, t. VIII, Suppl., p. 186-187.

47. SHD AG, A[1] 1964, n° 131, Vaudémont à Chamillart, San-Martino de Bozzolo, 30 septembre 1706.

48. SHD AG, A[1] 1966, n° 177, Chamillart à La Feuillade, Versailles, 3 mai 1706.

49. Clément Oury, Introduction au « Traité de l'attaque des places », dans *Les Oisivetés de Monsieur de Vauban*, M. Virol (dir.), Seyssel, Champ Vallon, 2007, p. 1157-1324, *loc. cit.* p. 1170.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

dernier refusa d'abandonner une proie aussi prestigieuse. Il fallut un ordre formel du roi pour le faire obéir[50]. La Feuillade fut absent près de 40 jours, sur 97 jours de siège[51].

La volonté d'être le seul chef de l'armée, l'obstination dans les décisions stratégiques, le refus d'écouter ses subordonnés, la dissimulation de l'état réel de la situation, la recherche de la gloire à titre personnel, au détriment parfois des opérations militaires : ces défauts pourraient caractériser tout aussi bien La Feuillade que Vendôme. Dans la seconde partie de la campagne, ce dernier fut remplacé par un tandem qui incarna l'inverse même de tous ces travers : le maréchal de Marcin, conciliant et désintéressé, le duc d'Orléans, dont le principal tort fut peut-être... d'avoir trop écouté ses officiers généraux.

Villars, Marcin et le duc d'Orléans

Le choix de retirer le duc de Vendôme de l'armée d'Italie n'avait pas été, pour Louis XIV, une décision facile à prendre. Le changement d'un général en cours de campagne représentait de fait un risque. Mais d'un autre côté, tous les rapports de Vendôme indiquaient que la situation en Lombardie était sûre, et il fallait à tout prix sauver les positions françaises aux Pays-Bas espagnols. Pour ne pas donner l'impression à l'armée de Lombardie qu'elle était abandonnée, le roi décida de commettre à sa conduite un membre de la famille royale, le duc d'Orléans. Ce dernier n'ayant aucune expérience militaire de commandant en chef, il était indispensable de lui adjoindre un mentor. Louis XIV avait d'abord pensé à confier ce rôle à un général énergique et victorieux, le maréchal de Villars, qui était affecté à la défense du Rhin, c'est-à-dire un front secondaire[52]. Mais Villars eut l'audace de refuser. Les arguments qui plaidaient en faveur de son maintien sur le Rhin étaient nombreux : sa connaissance du pays, sa volonté de ne pas reprendre les plans d'un général (Vendôme) qu'il avait critiqué, une attaque de goutte. Gardant un mauvais souvenir de sa collaboration désastreuse avec le duc de Bavière en 1703, il ne voulait pas partager son autorité avec un prince. Mais, à Versailles comme en Lombardie, tout le monde pensa à une autre raison, moins avouable : la cupidité. Villars détournait en effet à son propre profit une belle partie des contributions qu'il tirait de l'Allemagne. Outré de ce refus, Vendôme persifla : « Quand on est accoutumé de gagner deux cent mille écus par campagne, on a bien de la peine à venir dans un pays où il n'y a que des coups à gagner ; mais je vous assure que je suis étonné de la bonté du roi de souffrir de pareilles choses[53]. » Mme de Maintenon comme Mme des Ursins furent scandalisées de la réponse du maréchal[54]. Lorsque Louis XIV insista, ce fut pour essuyer un nouveau refus de Villars, qui proposa à sa place le maréchal de Marcin[55]. Ce dernier pourtant avait fait preuve de son incapacité à commander en chef une armée en 1704, lorsqu'il avait été un des principaux responsables du désastre de Blenheim. Vendôme, apprenant cette proposition, ne put s'empêcher de protester :

> « Je connais parfaitement le maréchal de Marcin pour l'avoir vu servir ici sous moi la première campagne ; il est rempli de courage, de bonne volonté, d'honneur et de probité, mais je ne lui crois pas assez d'étendue ni de fermeté dans la tête pour

50. SHD AG, A[1] 1963, n° 98, Louis XIV au duc d'Orléans, s.l., 19 juillet 1706.

51. J.-L. Riccioli, « Le siège de Turin (1706)... », art. cité, p. 118.

52. SHD AG, A[1] 1962, n° 238, Louis XIV à Vendôme, s.l., 14 juin 1706.

53. SHD AG, A[1] 1963, n° 58, Vendôme à Chamillart, Castagnaro, 10 juillet 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit*., t. VI, p. 199-201.

54. Saint-Simon, *op. cit*., t. XIV, p. 2.

55. Claude Sturgill, *Marshal Villars and the war of Spanish Succession*, Lexington, University of Kentucky Press, 1965, p. 69.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

> le charger des affaires d'Italie [...] J'ai éprouvé plusieurs fois qu'on le fait changer de sentiment quand on veut, et qu'il est toujours de l'avis du dernier qui lui parle, caractère très opposé à celui que doit avoir un homme qui commande en chef et qui doit conduire les autres [...] Il faut avoir une tête de fer pour qu'elle ne tourne point à tous les embarras qu'il y a à essuyer ici tous les jours[56]. »

Le plus incroyable est que Marcin lui-même s'opposa de toutes forces à cette perspective. Il s'indigna de la malhonnêteté du refus de Villars. Il présenta devant le roi la fragilité de sa propre santé, et même... sa propre incompétence[57]. Mais Louis XIV, faute d'un meilleur général disponible, maintint sa décision et chargea Marcin de l'armée d'Italie. Ce dernier finit par se soumettre : « Je pars, accoutumé de me sacrifier pour obéir à ses volontés[58]. » Ce manque de résolution explique qu'il ait, en permanence, conseillé au duc d'Orléans des décisions timorées, même dans les moments les plus critiques.

La genèse de deux décisions funestes

Nous avons vu qu'à la fin du mois d'août, les troupes françaises de Lombardie et de Piémont avaient fini par se joindre, tandis que le duc de Savoie rejoignait l'armée du prince Eugène. Alors que cette dernière commençait à remonter sur Turin, les généraux français divergeaient sur l'attitude à adopter. La première solution, celle qui était prônée par le duc d'Orléans, était de profiter de la supériorité numérique enfin acquise sur les Alliés grâce à la jonction des deux armées françaises. Il fallait sortir des lignes et marcher droit sur le prince Eugène[59]. En effet, le duc d'Orléans craignait, si l'armée restait dans les lignes, que les ennemis ne l'affaiblissent en coupant ses ravitaillements. Qui plus est, une victoire en rase campagne aurait démoralisé le duc de Savoie, le privant de tout espoir de secours, et aurait entraîné la reddition de Turin. Marcin soutenait la position inverse : si l'armée sortait des lignes, on n'était pas sûr de pouvoir combattre le prince Eugène, qui pourrait facilement s'échapper[60]. Qui plus est, les ennemis auraient plus de facilité à faire rentrer dans Turin un secours : c'était ruiner tous les efforts de l'armée de siège. La Feuillade, obnubilé par cette grande affaire, approuvait totalement Marcin. Pour régler la situation, on décida, le 1er septembre, de tenir un conseil de guerre, rassemblant les principaux officiers généraux[61]. Sur neuf officiers généraux présents, outre Orléans et Marcin, sept opinèrent pour le séjour dans les lignes. Personne ne souhaitait contrarier le gendre du secrétaire d'État dans sa quête du bâton de maréchal.

En soi, les arguments des deux partis étaient recevables, et il n'est que trop facile de blâmer celui qui fut adopté, au vu de la déroute qui s'ensuivit : il faut se méfier de la tendance à valoriser les généraux qui proposent les partis les plus audacieux. En fait, si l'armée était sortie des lignes, elle aurait dû mobiliser toutes ses forces pour aboutir à une supériorité écrasante sur le prince Eugène, afin de le battre même si ce dernier retranchait

56. SHD AG, A1 1962, n° 255, Vendôme à Chamillart, camp de Castagnaro, 16 juin 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 639-642.

57. « J'ay avec beaucoup de raison [la crainte d']être d'une très médiocre utilité au secours de Vostre Majesté ». SHD AG, A1 1963, n° 27, Marcin au roi, Strasbourg, 5 juillet 1706.

58. *Ibid.*

59. SHD AG, A1 1966, n° 370 bis, Orléans au roi, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 270-271.

60. SHD AG, A1 1963, n° 313, Marcin à Chamillart, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 271-273.

61. Les avis de chaque officier sont consignés dans SHD AG, A1 1966, n° 396-398, Conseil de guerre tenu au camp devant Turin, le 1er septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 651-652.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

sa position. Cela aboutissait à abandonner le blocus de la ville. Dans cette hypothèse, on peut imaginer que le prince Eugène, s'il l'avait voulu, aurait réussi à éviter le combat, et à utiliser des diversions pour remettre troupes et munitions dans la place, contraignant le siège à s'éterniser[62]. La défaite de Turin ne sanctionne pas vraiment le parti de ceux qui ont préféré rester dans les lignes, mais elle démontre l'erreur de ceux qui croyaient les lignes inexpugnables.

Est-il possible de reprocher au duc d'Orléans de n'avoir pas, arguant de sa haute naissance, contraint ses subordonnés à agir[63] ? On a attribué son échec à un événement spectaculaire qui se serait produit lors du conseil de guerre : Marcin aurait sorti un ordre secret du roi, qui lui donnait tout pouvoir sur l'armée de Lombardie[64] ! Rien dans les sources que nous avons consultées, notamment dans la correspondance entre le roi et le duc d'Orléans, ne vient accréditer un tel récit. D'autres facteurs expliquent suffisamment l'impuissance du futur Régent. Il était, nominalement, le chef de l'armée de Lombardie. Mais il n'avait encore guère d'expérience, moins en tout cas que tous ceux qui s'opposaient à ses arguments. De surcroît, selon Saint-Simon, le roi lui avait fait promettre, avant son départ, de ne rien faire sans l'avis du maréchal de Marcin, et de ne rien faire si ce dernier y était véritablement hostile[65]. Enfin, Orléans n'avait pas autorité sur les troupes de l'armée de Piémont.

Il pouvait ainsi prévoir qu'on lui refuserait le pouvoir de lever le siège. C'est pourquoi, la veille même du conseil de guerre, le duc d'Orléans avait pensé à demander directement une décision du roi : « Les conséquences de ces deux partis sont si grandes, que je me contente de les représenter à Votre Majesté, et je ne me déterminerai à l'un ou à l'autre que par un ordre précis de Votre Majesté, que je la supplie de m'envoyer en toute diligence, parce que l'armée des ennemis n'est pas loin de nous[66]. » Malgré la célérité du courrier, cette lettre, partie du camp le 31 août, ne put arriver à Versailles que 6 jours plus tard. La réponse du roi, pour être prudente, n'était point équivoque, et laissait à Orléans tout pouvoir de décider : « Ce que je vous mande vous autorise suffisamment pour faire ce que vous croirez de plus convenable au bien de mon service[67]. » Partie le 6 septembre, la lettre arriva évidemment trop tard.

La veille du combat, justement, voyant les ennemis s'approcher dangereusement du camp français, Orléans demanda à nouveau à Marcin de rassembler toutes les troupes. Ce dernier s'y opposa derechef et, pour couper court aux arguments du duc d'Orléans,

62. G. Mengin, *op. cit*., p. 132

63. Winston Churchill lui en fait grief, et attribue cela à son éducation de courtisan à Versailles. W. Churchill, *op. cit*., t. III, p. 185.

64. Dumont comme Voltaire, par exemple, citent cet épisode comme véritable. En revanche, ni les Mémoires de Saint-Simon, qui retranscrivent pourtant longuement la dispute du 1er septembre, ni la correspondance de la Princesse Palatine, n'en font état : voir Voltaire, *Le Siècle de Louis XIV*, dans *les Œuvres complètes de Voltaire*, Paris, Hachette, 1876, t. II, p. 51 ; Jean Dumont, *Batailles gagnées par le [...] prince Eugène...,* La Haye, P. Husson, 1720, p. 62 ; Saint-Simon, *op. cit*., t. XIV, p. 45-47 ; Lettre de la princesse Palatine à la duchesse de Hanovre, Versailles, 23 septembre 1706, édité dans Élisabeth-Charlotte de Bavière, duchesse d'Orléans, *Lettres de la princesse Palatine, 1672-1722*, Olivier Amel et Pierre Gascar éd., Paris, Le Mercure de France, 1985, p. 253.

65. Saint-Simon, *op. cit*., t. XIV, p. 3.

66. SHD AG, A^1 1966, n° 370 bis, Orléans au roi, camp devant Turin, 31 août 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit*., t. VI, p. 270-271.

67. SHD AG, A^1 1933, n° 144, Louis XIV à Orléans, Versailles, 6 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit*., t. VI, p. 285-286.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

« fut réduit à [lui] dire qu'[il] n'avait pas le pouvoir de lever le siège[68] ». Cette opposition obstinée mit Orléans au désespoir. Il dut se contenter d'envoyer un nouveau courrier au roi. Ainsi, on ne peut guère faire grief au duc d'Orléans de n'avoir pas pu contraindre ses subordonnés à l'obéissance.

Ces derniers se montrèrent encore plus mauvais conseillers à l'issue de la bataille. Nous avons vu, en effet, que le premier mouvement du duc d'Orléans était de tenter un retour en Lombardie. Il commença à diriger ses troupes vers le sud-est, pour atteindre Villeneuve d'Asti. Il rencontra alors le marquis d'Arènes, qui lui assura que Moncalieri et Chieri, places qui contrôlaient cette route, étaient aux mains des ennemis. Le duc refusa – avec raison – de le croire, assurant qu'il ne pouvait s'agir que de quelques troupes de milice, puisque l'ensemble des armées alliées venaient de libérer Turin[69]. Le marquis d'Arènes fut contraint de lui répondre que le duc de Savoie lui-même y était, ce qui était encore plus invraisemblable. Accablé par les représentations du duc de La Feuillade, épuisé par les blessures qu'il avait reçues – elles le tourmentèrent des semaines encore après la bataille –, le duc d'Orléans se résigna, avec une « grande répugnance[70] », à prendre la route de Pignerol.

Ces deux décisions scandalisèrent Louis XIV et Chamillart. Ils attribuèrent la responsabilité de la défaite à tous ceux qui avaient prôné la défensive dans les lignes, et qui avaient choisi de se retirer sur la frontière française. La plupart des officiers généraux s'empressèrent de dégager leur responsabilité. Saint-Frémond n'hésita pas à renier son avis du conseil de guerre, en affirmant que « le maréchal seul s'opposa » à une action offensive. Ceci revenait à dire, comme Saint-Frémond l'affirma plus tard : « C'est au mort qu'il faut s'en prendre[71]. » Les subordonnés du duc d'Orléans soulignèrent à l'envi que lorsque la direction de la retraite fut choisie, ils étaient absents, occupés à diriger leurs propres corps d'armée, dans une retraite en désordre. Le secrétaire d'État de la guerre ne fut pas dupe de ces arguments : à ses yeux, les officiers généraux avaient surtout été guidés par le souci de ne pas perdre leur équipage dans un audacieux retour vers l'Italie[72].

L'attitude des officiers généraux

Ce sont ainsi les officiers généraux, plus que les commandants en chef, qui furent jugés responsables de la débâcle par Louis XIV et Chamillart. De fait, l'attitude des hauts gradés de l'armée française avait fait l'objet de critiques constantes tout au long de la campagne. On accusa particulièrement certains d'entre eux d'être les principaux responsables de l'impuissance française à stopper le prince Eugène sur l'Adige ou sur le Pô. Dès l'été de 1706, des lettres de dénonciation étaient parvenues à la Cour. Les reproches se concentrèrent sur Saint-Frémond et ses subordonnés, qui auraient fait preuve, dans l'exercice de leur tâche, d'une dangereuse indolence. Loin de s'astreindre à des travaux d'inspection, ils auraient réquisitionné les maisons les plus agréables, loin du front. Pour ne citer qu'un

68. SHD AG, A^1 1966, n° 410, Orléans au roi, Pignerol, 14 septembre 1706, édité dans L. Pelet et F.-E. de Vault, *op. cit.*, t. VI, p. 286-288.

69. *Ibid*.

70. SHD AG, A^1 1966, n° 399, Orléans à Chamillart, Pignerol, 9 septembre 1706.

71. SHD AG, A^1 1967, n° 45, Saint-Frémond à Chamillart, Briançon, 9 octobre 1706. En fait, Saint-Frémond confond habilement deux épisodes. D'une part, le conseil de guerre du premier septembre, où il se montra partisan de l'immobilité. D'autre part, les décisions prises dans les quelques heures précédant l'attaque. Alors que les ennemis semblaient menacer d'envahir le camp français, Marcin se montra convaincu qu'il ne s'agissait que d'une diversion, tandis que Saint-Frémond le poussait à appeler des renforts. Insistant sur le second épisode, Saint-Frémond cherche à faire oublier le premier.

72. SHD AG, A^1 1966, n° 455, Chamillart à Albergotti, Versailles, 23 septembre 1706.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

exemple, on dénonça l'attitude de M. de Bissy, un officier général proche de Saint-Frémond, qui n'aurait pas hésité à se faire :

> « mettre en seconde ligne, disant qu'il estoit incommodé, et se mit dans un beau chasteau à Saint-Pierre de Lignago, et prit pour se garder un bataillon et un régiment de cavallerie de douze compagnies, qu'il fit camper autour de sa maison, et ne voulut jamais donner aucunnes de ses troupes[73] ».

Chamillart demanda en conséquence des « justifications » aux personnes incriminées, en premier lieu Saint-Frémond et son adjoint Saint-Pater. Il semble que leurs réponses[74] lui aient convenu, puisque leurs carrières ne souffrirent pas de ces accusations par la suite – Saint-Pater fut ainsi promu lieutenant général quelques mois après, à la suite de la bataille de Castiglione. Cette affaire n'en montre pas moins la volonté de la Cour d'identifier les responsables des défaites, en menant des enquêtes approfondies sans se fonder sur le seul témoignage du général en chef – quitte pour cela à encourager la délation[75].

Quelle « stratégie de cabinet » durant la campagne d'Italie ?

Cette impuissance du pouvoir royal, à Versailles, à contrôler ce qui se passait à l'armée, voire d'en être correctement informé, nous amène à nous interroger sur le bien-fondé de la thèse de la « stratégie de cabinet ». Selon cette théorie, les opérations sont dirigées depuis la Cour par le roi, le secrétaire d'État de la guerre, et le marquis de Chamlay, véritable « chef d'état-major général » de Louis XIV[76]. Les généraux à la tête des armées reçoivent des ordres de Versailles, et doivent les suivre scrupuleusement, en se confinant aux tâches de gestion des affaires courantes : approvisionnement, fourrage, organisation du camp... Et lorsque l'ennemi effectue une manœuvre non prévue par les mémoires, tout doit être immédiatement relaté à la Cour, qui envoie rapidement les instructions pour réagir aux mouvements de l'adversaire. Comme l'exprime Jean-Christian Petitfils, si l'intérêt principal d'une telle gestion des affaires est d'assurer l'« unité de commandement » entre les nombreuses armées françaises, elle a pour effet néfaste de « brider les généraux[77] ». Cette idée a donné lieu à des interprétations exagérées, des historiens anglo-saxons n'hésitant pas à comparer la direction de la guerre par Louis XIV à celle qu'expérimenta... Hitler[78].

La campagne italienne de 1706 nous présente pourtant une situation inverse : la Cour a une bonne compréhension de la stratégie à mener, mais elle ne parvient pas à se faire obéir des généraux sur place. Cela est particulièrement frappant au regard de tous les conseils que Chamillart s'efforce de donner à son gendre, La Feuillade. Il ne cesse de lui représenter les objections du maréchal de Vauban. C'est lui qui lui recommande d'abandonner la poursuite inutile du duc de Savoie. Mais La Feuillade ne se soumet qu'après un ordre du roi.

---

73. SHD AG, A^1 1963, n° 302, Foucaucourt à Chamillart, Modène, 24 août 1706.

74. Ces deux lettres sont : SHD AG, A^1 1963, n° 240, Saint-Frémond à Chamillart, camp de Guastalla, 14 août 1706, et SHD AG, A^1 1963, n° 258 bis, Saint-Pater à Chamillart, Guastalla, 17 août 1706.

75. SHD AG, A^1 1964, n° 66, Chamillart à Foucaucourt, Versailles, 14 septembre 1706.

76. Le terme de « chef d'état-major général » est emprunté à André Corvisier. A. Corvisier, *Louvois,* Paris, Fayard, 1983, p. 364.

77. Jean-Christian Petitfils, *Louis XIV*, Paris, Perrin, 1995, p. 598.

78. « La rigidité des structures du commandement français empêchait les généraux d'exploiter la situation. Comme Hitler en 1941-1945, il donnait aux généraux des instructions détaillées dont ils ne pouvaient s'éloigner sans permission – ce qui prenait au moins quatre jours » : voir James Rees Jones, *Marlborough*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 69.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

Le duc de Vendôme, fort de son aura de général vainqueur, est aussi peu respectueux des recommandations de la Cour. Il refuse de retrancher son armée derrière le Mincio, et la laisse derrière l'Adige. Lorsque des officiers généraux – Médavy aux mois de mars et avril, Saint-Frémond au mois de juin – cherchent à court-circuiter leur commandant direct, en passant par le secrétaire d'État de la guerre, la réponse de Chamillart est identique : c'est à Vendôme, seul chef de l'armée, qu'il faut s'adresser. Enfin, la volonté de Louis XIV de ne pas brusquer ses généraux est encore plus manifeste quand on songe qu'un homme comme le maréchal de Villars a pu, avec les plus mauvaises raisons du monde, refuser catégoriquement de servir le roi là où le roi l'appelait. À sa place fut choisi Marcin, dont l'un des principaux traits de caractère était sa propension à se plier aux demandes qu'on lui pouvait faire.

Le point commun de tous ces refus, c'est que les demandes de Versailles allaient à l'encontre des intérêts personnels des généraux. Pour Villars, cet intérêt était surtout financier. Mais on peut également se demander si Villars, prévenu par les amis qu'il avait au sein des armées italiennes – il y avait servi au début de la guerre de Succession d'Espagne –, ne voulait pas éviter d'avoir à sauver une situation déjà largement compromise. Quant à La Feuillade, ses décisions lui furent dictées par son souci d'acquérir de la gloire, et le bâton de maréchal.

La campagne d'Italie présente toutefois un argument en faveur de la thèse de la « stratégie de cabinet » : la nécessité, pour le duc d'Orléans, de demander un ordre formel au roi pour sortir des lignes devant Turin, ordre qui n'arriva que deux semaines après la demande. Il faut néanmoins remarquer que jamais le roi n'avait demandé au duc d'Orléans de lui dépêcher un courrier avant de déclencher une bataille. Ce fut l'opposition farouche de Marcin et de La Feuillade qui l'y contraignit. Si les trois commandants principaux s'étaient mis d'accord, une telle lettre n'aurait jamais été envoyée. Ainsi, la « stratégie de cabinet » n'était pas une exigence de Louis XIV, mais un phénomène qui naquit de l'impossibilité à régler des blocages successifs, et qui découla de la massification de la taille des armées.

Les guerres de la fin du règne de Louis XIV étaient en effet des guerres de coalition, et les armées étaient trop grandes pour qu'un chef puisse les commander seul. On devait donc recourir, pour disposer de la supériorité militaire, à des combinaisons d'armées[79]. Par ailleurs, les nécessités militaires pouvaient se doubler de considérations politiques : il fallait soit ménager la susceptibilité des princes alliés – les généraux français durent ainsi s'accorder avec Maximilien-Emmanuel de Bavière, en tant qu'Électeur de Bavière jusqu'à 1704, puis en tant que gouverneur des Pays-Bas espagnols –, soit permettre à l'héritier d'une couronne d'illustrer ses talents de « roi de guerre » – les deux petits-fils de Louis XIV, le duc de Bourgogne et Philippe V, servirent sur les champs de bataille. C'est pourquoi, durant la guerre de Succession d'Espagne, les cas d'armées dirigées par deux, voire trois chefs différents, se sont multipliés. Force est de constater que la plupart du temps, cette situation conduisit à des conséquences fâcheuses. En 1703, les relations furent mauvaises entre Villars et l'Électeur de Bavière, faisant échouer un plan de raid sur la capitale autrichienne. L'année suivante, on remplaça Villars par un maréchal plus arrangeant, Marcin. Mais si les relations de Marcin et de l'Électeur furent bonnes, les deux hommes ne s'accordèrent guère avec le maréchal de Tallard, lorsque ce dernier vint avec ses troupes au secours de la Bavière ravagée par les forces alliées. Les désaccords des

79. Comme le remarquait le prince Eugène : « Sans combiner une armée formidable, on ne fera jamais rien, et l'expérience passée a fait voir en Bavière [à l'occasion de la bataille de Blenheim] ce que les forces combinées sont capables de faire », *Feldzüge des Prinzen Eugen..., op. cit.*, t. X, suppl., p. 46-50, n° 34.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

trois hommes furent à l'origine de lourdes fautes tactiques lors de la défaite de Blenheim[80]. C'est pour régler les multiples conflits qui pouvaient naître de ces directions multicéphales que l'arbitrage royal, depuis Versailles, devenait nécessaire. Nous retrouvons ainsi le rôle de « coordination » attribuée par Guy Rowlands aux décisions stratégiques prises depuis le cabinet du roi[81].

À bien des égards, cet organe de coordination manquait au parti adverse. Le maintien de la Grande Alliance de La Haye était une affaire complexe, qui nécessitait de ménager les intérêts et les susceptibilités de chaque partie prenante, en les impliquant toutes plus ou moins dans la conduite des opérations. Les relations entre le duc de Marlborough et les députés des États Généraux dépêchés dans l'armée de Flandre furent rarement cordiales. Plus à l'est, Marlborough dut s'accorder avec le prince de Bade, prince souverain et l'un des généraux en chef de l'armée impériale, qui aurait pu changer de camp s'il ne s'était pas senti suffisamment bien traité au sein de la Coalition. En revanche, il régna tout au long de la guerre de Succession d'Espagne une étonnante intelligence entre Marlborough et le prince Eugène, qui valut à la Grande Alliance ses principaux succès. Cet exemple montre suffisamment qu'une double direction à la tête d'une armée ne conduisait pas systématiquement à l'échec. On pourrait aussi citer les relations entretenues entre Vendôme et Philippe V en Italie au début de la guerre, qui furent suffisamment bonnes pour que le roi l'appelle en Espagne en 1710, pour diriger ses troupes.

C'est pourquoi l'idée d'associer le duc d'Orléans et un maréchal de France n'était pas nécessairement vouée à l'échec. Mais l'erreur de Louis XIV fut de ne pas avoir décidé à l'avance qui aurait l'autorité suprême en cas de désaccord. Le plus grave est qu'il répéta cette erreur deux ans plus tard, en confiant l'armée des Pays-Bas à la fois au duc de Bourgogne et au duc de Vendôme. Les relations entre les deux personnages furent houleuses dès le début de la campagne, aussi bien pour des raisons politiques – le premier appartenait à la « cabale des Ministres », l'autre à la « cabale de Meudon[82] » – que personnelles – le tempérament de Vendôme était à l'exact opposé de la pieuse attitude du duc de Bourgogne. On peut largement attribuer à leurs discordances l'issue malheureuse de la bataille d'Audenarde. La situation se compliqua encore quelques semaines plus tard lorsque le maréchal de Berwick, chargé de l'armée de la Moselle, dut coordonner ses mouvements avec celle de Flandre ; le maréchal refusa d'être subordonné au duc de Vendôme, et n'accepta d'ordres que de l'héritier du trône. Leurs dissensions incessantes les empêchèrent de monter une stratégie efficace pour contrer le siège de Lille. Louis XIV et Chamillart tentèrent certes d'apaiser les tensions (le secrétaire d'État fit deux voyages aux Pays-Bas, en septembre et en octobre 1708[83]), mais le roi ne voulut jamais choisir un de ces hommes comme seul chef. L'exemple de 1708 montre à son tour que ce n'est pas une volonté royale trop autoritaire et trop centralisatrice qui a nui aux opérations militaires, mais le refus de Louis XIV de heurter les susceptibilités en imposant une direction unique au mépris des hiérarchies du rang et de la naissance. En définitive, les deux protagonistes

80. Sur les batailles de Blenheim, Ramillies et Audenarde, voir Clément Oury, *Les défaites françaises de la guerre de Succession d'Espagne*, thèse pour le diplôme d'archiviste paléographe, 2005, 3 vol. dactyl., résumée dans le recueil des *Positions de thèse de l'École des chartes*, Paris, École des chartes, 2005, p. 143-151.

81. « La stratégie de cabinet fut bien plus un système de coordination que de domination » : voir Guy Rowlands, « Louis XIV et la stratégie de cabinet : mythe et réalité », dans *Revue historique des armées*, n° 222, mars 2001, p. 25-34, *loc. cit*. p. 34.

82. Voir Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-François Fitou, *Saint-Simon ou le système de la cour*, Paris, Fayard, 1997, p. 185 et 205.

83. Sur ces deux voyages, voir Emmanuel Pénicaut, *Michel Chamillart : ministre et secrétaire d'État de la guerre de Louis XIV*, Paris, École des Chartes, 2004, p. 199-201.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin

furent sanctionnés – Vendôme fut exilé dans son château d'Anet et Bourgogne ne reparut plus sur les champs de bataille – et la leçon fut retenue. En 1709, alors que le Grand Dauphin se proposa pour se rendre à l'armée de Villars, ce dernier fit tout pour empêcher ce projet[84]. Quelques mois plus tard, ce fut le maréchal qui demanda à Louis XIV l'envoi d'un prince du sang à ses côtés. Le Roi-Soleil refusa alors tout net, préférant confier son armée de dernier recours à une seule tête, afin que la stratégie de cabinet ne devienne pas à nouveau indispensable.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE.

84. André Corvisier, *La Bataille de Malplaquet, 1709 : l'effondrement de la France évité*, Paris, Economica, 1997, p. 48-49.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 90.63.223.175 - 25/10/2018 11h54. © Armand Colin